

# ECOLE DE GUERRE



PROMOTION *VERDUN*  
*2015 -2016*

## Quelles contre-politiques dans le Moyen-Orient suite à la bascule stratégique vis-à-vis de l'Iran ?

Ingénieur Principal de l'Armement  
Yann Lepage

Sous la direction du  
P<sup>r</sup> Pascal Chaigneau  
co-directeur du centre HEC Paris de géopolitique  
professeur à l'université Paris Descartes

# Table des matières

<b>1.</b>	<b>Introduction.....</b>	<b>2</b>
<b>2.</b>	<b>L'accord de Vienne : un tournant dans les équilibres politiques au Proche-Orient.....</b>	<b>3</b>
2.1.	<i>Une évolution du paysage sécuritaire.....</i>	3
2.2.	<i>Une modification des équilibres économiques .....</i>	4
2.3.	<i>Une fragilisation des alliances traditionnelles.....</i>	9
<b>3.</b>	<b>Une évolution vers une situation de guerre froide régionale .....</b>	<b>11</b>
3.1.	<i>Clivage Sunnite / Chiite fil directeur des politiques régionales .....</i>	12
3.2.	<i>Le positionnement délicat d'Israël comme ennemi commun.....</i>	14
<b>4.</b>	<b>Vers une autonomie des puissances régionales au Moyen-Orient ?.....</b>	<b>14</b>
4.1.	<i>Une présence en recul des USA dans la région .....</i>	15
4.2.	<i>La recherche de nouveaux partenaires stratégiques .....</i>	15
4.3.	<i>Le défi sécuritaire.....</i>	17
<b>5.</b>	<b>Conclusion .....</b>	<b>17</b>
<b>A1.</b>	<b>Bibliographie .....</b>	<b>19</b>
<b>A2.</b>	<b>Echanges commerciaux.....</b>	<b>22</b>
<b>A3.</b>	<b>Approvisionnements énergétiques .....</b>	<b>23</b>
<b>A4.</b>	<b>Dépenses en équipements militaires .....</b>	<b>24</b>

## 1. Introduction

Depuis 1979, suite à la révolution islamique et la crise des otages de l'ambassade américaine de Téhéran, l'Iran a fait face à de fortes tensions avec la communauté internationale et particulièrement avec les Etats-Unis.

En 2002, après la mise au jour d'activités d'enrichissement d'Uranium pouvant laisser craindre l'existence d'un programme nucléaire militaire, Téhéran a fait l'objet de nombreuses pressions pour respecter les engagements du TNP<sup>1</sup> dont il est signataire.

Après avoir accepté, dans un premier temps, un contrôle de ses installations nucléaires par l'AIEA<sup>2</sup>, l'Iran dénonce finalement ce protocole. Cela conduira à l'adoption de 7 résolutions par le Conseil de Sécurité de l'ONU entre 2006 et 2015<sup>3</sup> qui imposeront diverses sanctions (notamment économiques) à la République Islamique.

Dans ce contexte et suite à de longues négociations, le groupe E3/EU+3<sup>4</sup> est parvenu à un accord, formalisé à Vienne le 14 juillet 2015, établissant les conditions d'une limitation du programme nucléaire iranien accompagnées d'un renforcement des contrôles en échange d'une levée des mesures prises contre l'Iran.

La portée de ce texte<sup>5</sup> dépasse largement le seul domaine du nucléaire. Il s'agit bel et bien d'un signe fort du retour de la République Islamique sur le devant de la scène internationale. L'évolution du statut de l'Iran vis-à-vis de ses partenaires occidentaux change ainsi pleinement la donne au Moyen-Orient et bouscule les équilibres fragiles qui existaient jusqu'à maintenant entre les différentes puissances régionales.

L'objet de ce mémoire est de mettre en évidence les conséquences de cet accord dans les politiques régionales des différentes puissances du Moyen-Orient ainsi que leurs conséquences sur les relations à l'intérieur ainsi qu'à l'extérieur de la région.

---

<sup>1</sup> TNP : Traité sur non-prolifération des armes nucléaires conclut en 1968 et ratifié par l'Iran dès 1970. Disponible à <http://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/Volume%20729/volume-729-I-10485-French.pdf> consulté le 1er janvier 2016.

<sup>2</sup> AIEA : Agence Internationale de l'Energie Atomique. L'Iran accepte que l'AIEA contrôle ses installations nucléaires dans le cadre de d'un protocole signé à Vienne le 18 décembre 2003.

<sup>3</sup> Il s'agit des résolutions 1696 (2006), 1737 (2006), 1747 (2007), 1803 (2008), 1835 (2008), 1929 (2010) et 2224 (2015) du Conseil de Sécurité de l'ONU. Toutes disponibles à <http://www.un.org/fr/sc/documents/resolutions/> consulté le 2 janvier 2016.

<sup>4</sup> Egalement désigné sous le terme de P5+1, il regroupe les 5 membres permanent du Conseil de sécurité des Nations Unis (USA, Chine, Russie, France, Grande-Bretagne) auquel est ajouté l'Allemagne.

<sup>5</sup> Cf. référence [1]

Cet accord constitue une véritable bascule stratégique vis-à-vis de l'Iran. Ses conséquences dépassent largement le domaine du nucléaire et changent profondément la donne au niveau régional dans des domaines comme l'économie ou les relations géopolitiques.

## **2. L'accord de Vienne : un tournant dans les équilibres politiques au Proche-Orient**

L'accord de Vienne<sup>6</sup> marque avant tout la fin de l'isolement diplomatique de la République Islamique d'Iran sur la scène internationale. Suite à l'avis favorable de l'AIEA du 16 janvier 2016<sup>7</sup>, la fin des sanctions a bien pu avoir lieu conformément aux termes de l'accord.

L'impact est bien sûr immédiat pour les échanges commerciaux puisque de nombreuses restrictions ont été levées et qu'un dégel de 100 milliard de dollars d'avoirs bancaires a pu être réalisé<sup>8</sup>. Cependant, les conséquences sont également d'ordres politiques et stratégiques. L'accord ouvre la voie à de nouveaux équilibres qui vont modifier les systèmes d'alliances qui prévalent aujourd'hui entre les acteurs régionaux et les autres grandes puissances mondiales

### **2.1. Une évolution du paysage sécuritaire**

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les équilibres politiques au Moyen-Orient ont toujours été un enjeu fort, y compris pour les puissances occidentales ou communistes. Ils se sont construits dans le temps, autour d'alliances militaires, d'oppositions religieuses, ou de rivalités économiques.

Si l'Iran a rompu ses relations avec les Etats-Unis lors de la révolution islamique de 1979, plusieurs pays (Israël, Arabie Saoudite, Turquie...) ont conservé des liens forts. Pour Israël et l'Arabie Saoudite, cette relation a été d'autant plus précieuse qu'elle représentait une convergence d'intérêts stratégiques dans leur relation conflictuelle avec l'Iran.

L'accord de Vienne est le signe d'un début de normalisation des relations entre les USA et l'Iran<sup>9</sup>. Pour cela, il pose un double problème à Israël et à l'Arabie Saoudite :

- l'Iran revient comme un acteur légitime sur le devant de la scène internationale ;
- un éventuel soutien des Etats-Unis dans leur opposition face à l'Iran s'éloigne.

Le récent regain de tension entre l'Arabie-Saoudite<sup>10</sup> prend un sens particulier à la lumière de ces éléments.

---

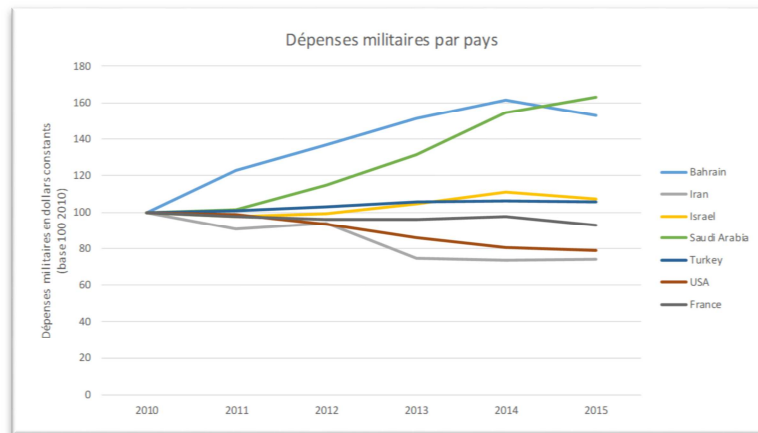
<sup>6</sup> Cf référence [1]

<sup>7</sup> Cf référence [2]

<sup>8</sup> Cf référence [27]

<sup>9</sup> Cf. [32] p.107

Si on analyse l'évolution des dépenses militaires des principaux pays du Moyen-Orient<sup>11</sup>, on observe que l'Arabie Saoudite se distingue par une nette augmentation de celles-ci :



**Fig. 1 Evolution des dépenses militaires au Moyen-Orient comparée à la France et aux USA<sup>12</sup>**

Ce comportement s'explique en partie par l'intervention de l'Arabie Saoudite dans le conflit Yéménite depuis mars 2015 mais également par une volonté de s'affirmer vis-à-vis de ses voisins dans un contexte sécuritaire régional fortement dégradé (printemps arabes, guerre en Syrie...).

Les tensions récurrentes avec son voisin chiite sont également un élément déterminant de cette politique. Elle témoigne de la volonté de Ryad de s'inscrire dans une posture de dissuasion face à Téhéran.

Si une augmentation des dépenses militaires saoudienne n'est pas nécessairement une conséquence directe de la signature de l'accord de Vienne, il n'en demeure pas moins que cette modification du paysage sécuritaire du Moyen-Orient est un élément de contexte essentiel.

Le retour de l'Iran sur le devant de la scène s'effectue dans un contexte de fortes tensions régionales. L'attitude de l'Arabie Saoudite dans le domaine militaire en est un exemple typique.

## 2.2. Une modification des équilibres économiques

<sup>10</sup> Le 3 janvier 2016, l'Arabie Saoudite a décidé de rompre ses relations diplomatiques avec l'Iran suite à des manifestations iraniennes en réaction à l'exécution d'un dignitaire chiite à Riyad. Cf [16].

<sup>11</sup> Les données de la France et des États-Unis sont fournies à titre de comparaison.

<sup>12</sup> Cf. annexe A4

Vu l'importance de son volet économique, l'accord de Vienne aura un impact important sur les échanges commerciaux dans la région. En effet, le texte final spécifie clairement la levée des sanctions économiques et financières<sup>13</sup> après l'« Implementation Day<sup>14</sup> » :

The EU and its Member States will adopt an EU Regulation, taking effect as of Implementation Day, terminating all provisions of the EU Regulation implementing all nuclear-related economic and financial EU sanctions as specified in Section 16.1 of this Annex, simultaneously with the IAEA-verified implementation by Iran of agreed nuclear-related measures.

L'adoption dans un second temps de la résolution 2231(2015)<sup>15</sup> par le Conseil de Sécurité des Nations Unis entérine l'application de cet accord par l'ONU.

Deux points particuliers doivent cependant être soulignés :

- La Turquie occupe une place particulière dans les futurs bénéficiaires du renouveau économique iranien. Elle a été un fervent promoteur de l'accord et elle en attend des retombées économiques importantes en rétablissant des liens commerciaux forts avec l'Iran.<sup>16</sup>
- L'Iran dispose de réserves pétrolières importantes et a déjà annoncé son ambition de redevenir un exportateur de pétrole important. Dans un contexte de baisse des cours du pétrole, cet objectif pour l'Iran va l'encontre des intérêts des autres pays de l'OPEP<sup>17</sup> et en particulier de l'Arabie Saoudite.

Les données macro-économiques présentées dans les paragraphes suivants illustrent ces phénomènes. Il faut toutefois prendre en compte les éléments suivants dans l'analyse qui en est faite :

- Les conclusions de l'accord ont été parfois anticipées dans certaines branches commerciales et des « actions préventives » ont pu être prises (on retrouve typiquement ce cas dans les ventes d'armements de la France vers certains pays « Sunnite »). Cela explique le fait que certaines tendances peuvent trouver leur origine avant 2015.

---

<sup>13</sup> Il s'agit de l'article 10 de l'annexe V de l'accord de Vienne.

<sup>14</sup> L'« Implementation Day » a eu lieu le 16 janvier 2016 et correspondait à la remise du rapport de l'AIEA certifiant que l'Iran s'était conformé à ses engagements (cf. [2])

<sup>15</sup> Disponible à [http://www.un.org/fr/documents/view\\_doc.asp?symbol=S/RES/2231\(2015\)](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/2231(2015)) consultée le 3 janvier 2016.

<sup>16</sup> Cf. [28]

<sup>17</sup> OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

- Plusieurs indicateurs macro-économiques ne reflètent pas encore les nouveaux phénomènes qui sont en train de se mettre en place. Au contraire, du fait de leur nature réactive, ils présentent un certain « effet retard ». Cependant, ils permettent de dégager certaines tendances.

## ▪ Approvisionnements énergétiques

La question des approvisionnements énergétiques est toujours centrale lorsqu'on aborde les questions politiques et économiques au Moyen-Orient. En 2010, les exportations de produits pétroliers bruts représentaient 41% du PIB pour l'Arabie Saoudite et seulement 17% pour l'Iran<sup>18</sup>. Le rétablissement du niveau de ces exportations est donc un enjeu central pour la République Islamique.

La courbe ci-dessous présente l'évolution de la production de pétrole pour les principaux pays membres de l'OPEP de la zone Moyen-Orient :

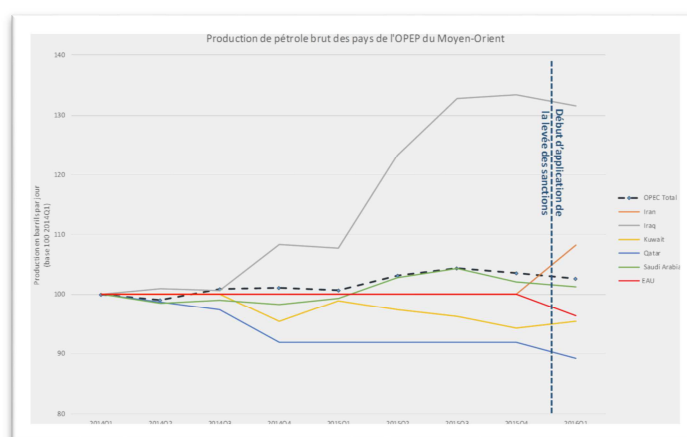


Fig. 2 Evolution de la production en pétrole brut des principaux pays de l'OPEP de la zone Moyen-Orient.

Si on fait abstraction du cas particulier de l'Irak, on observe une nette amorce de reprise de la production iranienne en pétrole brut, à l'inverse des autres pays de l'OPEP qui se situent dans une baisse conjoncturelle.

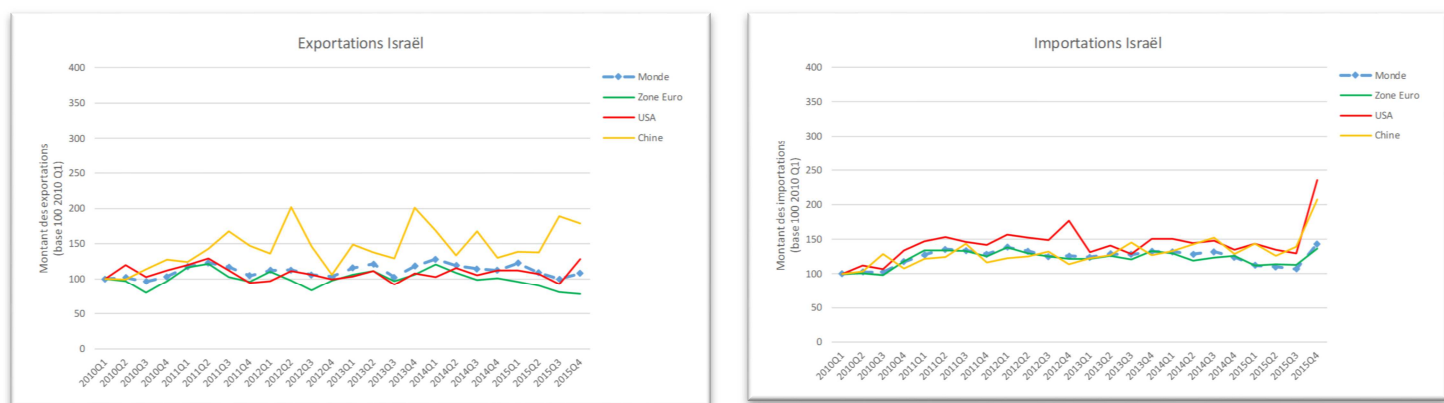
Il est clair que dans ce domaine, les intérêts de l'Iran ne convergent pas avec ceux de ses partenaires de l'OPEP. Dans un contexte de ralentissement mondial de la demande en produits pétroliers, Téhéran cherche à retrouver la place qui était la sienne avant l'imposition des sanctions, comme en témoigne la signature d'un accord-cadre entre la National Iranian Oil Company (NIOC) et le Français TOTAL lors du passage en France du président Rohani en janvier 2016<sup>19</sup>.

## ▪ Flux économiques

Les indicateurs macro-économiques n'ont pas tous été impactés par l'accord de Vienne. Les courbes en annexe A2 présentent l'ensemble des importations et des exportations entre l'Arabie Saoudite, Israël et l'Iran d'une part et la Chine, les USA et la zone Euro d'autre part.

<sup>18</sup> Sources FMI [10] et OMC [22]

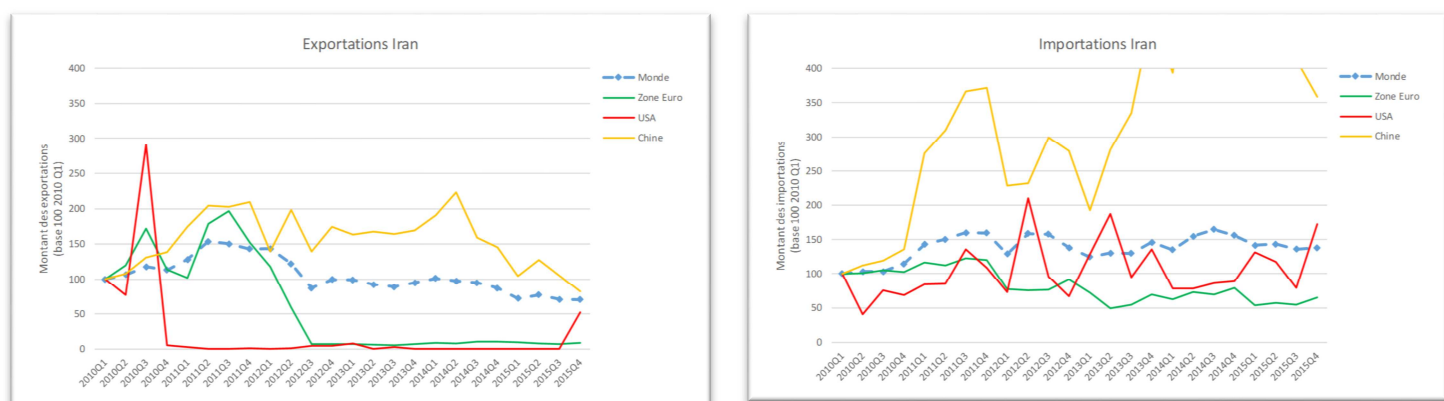
<sup>19</sup> Cf [17]



**Fig. 3 Evolution du commerce extérieur d'Israël**

Leur lecture permet d'en déduire les éléments suivants :

- Pour Israël, on observe très peu de changement depuis 2010. La variation des échanges avec la Chine, les USA et la zone Euro a globalement suivi l'évolution du reste du commerce extérieur. Cette absence de « symptômes » permet de faire l'hypothèse que l'accord de Vienne a eu peu de conséquences sur Israël, au moins jusqu'au début de l'année 2016. Etant donné l'impact dans les domaines politiques et stratégiques, ce point mérite d'être souligné et témoigne d'un réel pragmatisme des acteurs économiques israéliens.
- En ce qui concerne l'Arabie Saoudite, la crise qui a conduit à une chute significative de ses exportations pétrolières rend délicat l'interprétation des courbes concernant les Etats-Unis et la zone Euro.
- Enfin, en ce qui concerne l'Iran, on observe un récent retour des USA comme partenaire économique (aussi bien dans le cas des exportations que des importations) alors que l'on n'observe absolument pas ce phénomène pour la zone Euro.



**Fig. 4 Evolution du commerce extérieur de l'Iran**

On retient de ces analyses que l'impact économique de l'accord de Vienne dans la région est variable ou se fait parfois attendre. Le retour des Etats-Unis comme partenaire économique de l'Iran (aux dépens des pays de la zone Euro semble-t-il...) est cependant un élément à retenir.

▪ **Dépenses militaire et importation d'armements**

Les graphes ci-dessous<sup>20</sup> présentent l'évolution des dépenses militaires pour l'Arabie Saoudite, l'Iran et Israël ainsi que leurs prises de commandes d'équipements militaires à la France sur la période 2010-2014.



**Fig. 5 Evolution des dépenses militaires de l'Arabie Saoudite, de l'Iran et d'Israël**

Leur analyse permet de mettre en évidence l'effort de l'Arabie Saoudite en termes d'investissement dans son outil de défense. On note également une nette augmentation de ses prises de commandes auprès de la France dès 2013 auxquelles il faudra ajouter :

- les projets concrétisés en 2015 ;
- l'ensemble des ventes effectuées à l'Égypte<sup>21</sup> auxquelles Ryad a pu contribuer.

**2.3. Une fragilisation des alliances traditionnelles**

▪ **Le Positionnement des USA vis-à-vis d'Israël et de l'Arabie Saoudite**

Le fait que l'Iran devienne une puissance nucléaire iranienne constitue une perspective inacceptable pour Israël<sup>22</sup>. Lors du discours controversé de Benjamin NETANYAHU face au Congrès Américain le 3 mars 2015 [21], cette crainte a largement été mise en avant afin de marquer les esprits :

« To defeat ISIS and let Iran get nuclear weapons would be to win the battle but lose the war. We can't let that happen.

<sup>20</sup> Cf. annexe A4

<sup>21</sup> Dont la concrétisation du premier contrat à l'export de l'avion Rafale de Dassault Aviation

<sup>22</sup> Cf. [26].

But that, my friends, is exactly what could happen if the deal now being negotiated is accepted by Iran. That deal will not prevent Iran from developing nuclear weapon. »

Deux raisons expliquent le caractère inacceptable de cette menace<sup>23</sup> :

- La stratégie d'Israël pour garantir sa sécurité face à un voisinage en grande partie hostile repose pour beaucoup sur sa supériorité militaire. La présence de l'arme nucléaire en Iran affaiblirait nettement l'avantage acquis à ce jour.
- Israël a fait le choix de garder officieux l'existence de son arsenal nucléaire. Une telle posture serait difficile à maintenir dans le temps face à l'émergence d'une capacité nucléaire iranienne.

Le choix des Etats-Unis de soutenir l'accord de Vienne met donc Israël dans une position très inconfortable car ils sont leur principal soutien dans une région où Jérusalem se retrouve de plus en plus isolé.

En ce qui concerne l'Arabie Saoudite, sa politique de défense repose depuis la fin de la seconde guerre mondiale sur les accords du Quincy conclus avec les Etats-Unis en 1945<sup>24</sup>. De ce fait, l'Arabie Saoudite a développé un réel lien de dépendance avec Washington dans le domaine militaire, notamment pour la fourniture d'équipement militaire.

Il est déjà établi que l'arrivée de l'arme nucléaire en Iran conduirait l'Arabie Saoudite à vouloir imiter son voisin chiite :

« S'ils ont des armes nucléaires, nous aurons des armes nucléaires »<sup>25</sup>

Si des désaccords ont pu apparaître ces dernières années entre les USA et l'Arabie Saoudite, il est clair que l'accord de Vienne est de nature à faire évoluer le positionnement stratégique de Ryad en matière de défense.

Pour Israël et l'Arabie Saoudite, on assiste en fait au même réflexe de rejet :

- il s'agit d'un accord qui va à l'encontre de leurs propres intérêts stratégiques ;
- leur principal allié (les USA) en est le promoteur principal.

S'il est peu probable que le système d'alliance existant disparaisse dans les prochaines années, on fait toutefois le constat qu'il se fragilise, amenant ainsi ces pays à réduire leur

---

<sup>23</sup> Cf. [26] p.75 - 76

<sup>24</sup> Cf. [34] p. 86

<sup>25</sup> Cf. [34] p.95. Propos tenus par le roi Abdallah au diplomate américain Dennis Ross en avril 2009.

dépendance vis-à-vis de leur allié américain. L'augmentation des dépenses en équipements militaires de l'Arabie Saoudite en dehors des Etats-Unis reflète bien cette situation.

#### ▪ **La situation particulière du Hezbollah**

Le Hezbollah est un élément majeur de la politique régionale de l'Iran depuis sa création en 1982. Reconnu généralement comme groupe terroriste<sup>26</sup>, il est le bras armé de l'Iran dans son conflit avec Israël.

Le modèle de fonctionnement du Hezbollah s'appuie largement sur un soutien important, y compris financier, des populations défavorisées<sup>27</sup>. Les sanctions imposées à l'Iran ont largement impacté les revenus de l'organisation chiite qui doit également faire face à son engagement dans le conflit Syrien, ce qui lui demande beaucoup de ressources. A la veille de l'accord de Vienne, il se trouvait dans une situation financière périlleuse.

Cependant, l'Ayatollah Ali Khomeini a clairement affiché que l'accord sur le nucléaire ne remettrait pas en cause le soutien de l'Iran à ses alliés traditionnels, et au Hezbollah en particulier. Ainsi, dans son discours prononcé juste après la signature de l'accord<sup>28</sup>, le guide suprême du régime précise :

The next point is that whether this text is approved or not, we will not stop supporting our friends in the region: [we will continue to support] the oppressed nation of Palestine, the oppressed nation of Yemen, the Syrian nation and government, the Iraqi nation and government, the oppressed people of Bahrain, [and] the honest fighters of the resistance in Lebanon and Palestine; [these people] will be always supported by us.

De manière surprenante, la fin des sanctions économiques a créé un effet d'aubaine pour le Hezbollah, l'Iran pouvant reprendre ses échanges économiques avec le Liban<sup>29</sup> et donc faciliter le soutien financier de l'organisation.

### **3. Une évolution vers une situation de guerre froide régionale**

La situation politique dans laquelle se trouve l'Iran et l'Arabie Saoudite n'est pas inédite. Elle rappelle les relations qui existaient entre les Etats-Unis et la Russie dans la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle.

---

<sup>26</sup> A titre d'exemple, l'Union Européenne l'a reconnu officiellement comme groupe terroriste en 2013, la ligue arabe en mars 2016

<sup>27</sup> Ce soutien inclut des financements d'écoles et d'hôpitaux au Liban

<sup>28</sup> Cf. [14]. Il s'agit du discours prononcé lors de l'Aïd El Fitr le 18 juillet 2015.

<sup>29</sup> Cf. [23].

On peut parler de guerre froide régionale dans la mesure où on retrouve :

- la polarisation des relations sur un clivage idéologique ;
- les affrontements indirects par le moyen de conflits déportés ;
- un activisme diplomatique important émaillé d'incidents réguliers.

Les paragraphes suivants présentent une analyse de ces éléments ainsi que leurs liens avec l'accord de Vienne.

### **3.1. Clivage Sunnite / Chiite fil directeur des politiques régionales**

Le clivage religieux entre le sunnisme et le chiisme reste aujourd'hui un élément déterminant dans les politiques des pays de la région.

Si le sunnisme est le courant dominant de l'Islam, le chiisme représente 10 à 15% du monde musulman et est présent notamment en Iran, Irak, et au Liban. En Syrie, le pouvoir de confession alaouite<sup>30</sup> permet également de rattacher le pays à l'ensemble chiite.

La cohésion de ces pays autour du chiisme peut être résumé par le terme de « croissant chiite<sup>31</sup> » introduit en 2004 par le roi Abdallah de Jordanie.

La vision qui consiste à résumer l'ensemble des relations entre les pays musulmans du Moyen-Orient uniquement à travers l'opposition d'un croissant chiite (emmené par l'Iran) et d'un arc sunnite (emmené par l'Arabie Saoudite) n'est pas unanimement partagée<sup>32</sup>. Mais elle permet de comprendre une grande partie de ce qui les oppose. Si l'on adopte un point de vue sunnite, l'accord de Vienne est perçu comme un soutien accordé au « camp chiite », car permettant à l'Iran de revenir sur le devant de la scène.

Ainsi, les deux camps ont choisi de s'affirmer afin de trouver leur place dans un contexte qui devrait évoluer de manière significative dans les années à venir.

#### **▪ L'exemple du Yémen**

A travers le conflit du Yémen, l'Iran et l'Arabie Saoudite s'affrontent à distance sur un territoire qui n'est pas le leur.

Depuis 2014, les rebelles chiites houtistes s'opposent au gouvernement du sunnite Abd Rabbo Mansour Hadi. Craignant une déstabilisation des monarchies de la péninsule, l'Arabie

---

<sup>30</sup> L'alaouisme est un courant de l'islam qui a été rattaché au chiisme. La majorité de la population de Syrie est toutefois sunnite.

<sup>31</sup> La notion de croissant chiite a été introduite par le roi Abdallah de Jordanie en 2004 lors d'un entretien donné au Washington Post le 8 décembre. Article disponible à <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/articles/A43980-2004Dec7.html> consulté le 7 mai 2016.

<sup>32</sup> Cf. [31]

Saoudite a pris la tête en mars 2015 d'une coalition<sup>33</sup> afin de venir au secours du gouvernement en place. De son côté, l'Iran est accusé de soutenir<sup>34</sup> de manière non officielle la rébellion houthis.

La déclaration<sup>35</sup> du ministre des affaires étrangères saoudien lors d'une conférence de presse commune avec son homologue français résume bien l'état d'esprit de la monarchie face à ce conflit :

[...] Unless Iran has changed its geography, we are not at war with Iran. We are at war at an area that requested us to help it. Yemen with its legitimate President asked Saudi Arabia to interfere, in order to ensure the legitimacy of the country and to stop the war.

[...] Unless Iran thinks that it is suddenly become part of Yemen, we are not at war with Iran, but we hope that it will take a policy towards the internal conflict in Yemen that doesn't assist the criminal activities of Al-Houthi against the legitimate order of Yemen and stop the delivery of weapons and aid to Al-Houthi to continue in his war.

On peut estimer que l'Arabie Saoudite cherche à se servir du dossier Yéménite pour isoler diplomatiquement l'Iran. On peut notamment souligner les points suivants :

- la coalition emmenée par l'Arabie Saoudite a permis de fédérer des pays arabes sunnites contre l'Iran ;
- dans un calendrier permettant de mettre l'Iran en difficulté pendant la fin des négociations de l'accord de Vienne ;
- l'absence de pays occidentaux dans la coalition et leadership de l'Arabie Saoudite peut également être interprété comme un signe « d'autonomie » envoyé aux États-Unis.

Il apparaît alors que les objectifs recherchés par l'Iran et l'Arabie Saoudite vont bien au-delà de la situation au Yémen. Ce conflit est perçu comme étant essentiel pour affirmer leur influence et le clivage sunnite-chiite y est ici exacerbé.

---

<sup>33</sup> Il s'agit d'une coalition de 10 pays : Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, Bahreïn, Koweït, Qatar, Egypte, Jordanie, Soudan, Pakistan et Maroc.

<sup>34</sup> Soit directement, soit par l'intermédiaire du Hezbollah

<sup>35</sup> Cf. [29]

### ▪ **Activismes et incidents diplomatiques**

Le 2 janvier 2016, l'Arabie Saoudite a procédé à l'exécution pour motif de terrorisme de 48 personnes dont le dignitaire chiite dont le cheikh Al-Nimr. De violentes manifestations de protestation ont suivi à Téhéran, avec notamment le sac de l'ambassade saoudienne, conduisant Ryad à suspendre en conséquence ses relations diplomatiques avec l'Iran.

Cet épisode, illustre parfaitement la tension qui existe plus que jamais entre ces deux pays. Le fait que les griefs soient nombreux n'est pas une chose nouvelle mais le niveau de tension est particulièrement élevé.

Cependant, si on adhère à l'idée que l'accord de Vienne a rendu à l'Iran sa respectabilité, on comprend pourquoi Ryad a le sentiment de faire face à une menace encore plus grande. Le parti-pris de son allié historique en cas de conflit, les USA, risque de ne plus être une chose évidente à l'avenir. Loin de rechercher l'apaisement des tensions, il apparaît alors opportun pour Ryad de chercher à pousser l'Iran à la faute.

### **3.2. Le positionnement délicat d'Israël comme ennemi commun**

En ce qui concerne Israël, il est clair que l'accord a été accueilli avec beaucoup de déception. Il a contribué à isoler encore plus Jérusalem sur la scène régionale, mettant le pays dans une situation inconfortable :

- L'accord de Vienne permet le retour d'un Iran qui revendique toujours la destruction d'Israël. Le Hezbollah en sort de surcroît renforcé.
- Aucun mouvement de rapprochement ne se fait pour autant de l'Arabie Saoudite qui reste dans une politique d'opposition à Israël, l'accord pouvant même amener Ryad à revendiquer l'arme nucléaire.

Globalement, Israël se trouve dans une position d'attente même si sa relative discrétion sur la scène régionale est surprenante. On peut y voir la volonté de ne pas ouvrir de nouveaux fronts diplomatiques, dans un contexte compliqué qui reste marqué par le conflit en Syrie.

Enfin, comme pour l'Arabie Saoudite, l'accord de Vienne a fragilisé le soutien de sa politique régionale israélienne par les Etats-Unis. Jérusalem va également devoir faire la démonstration de son autonomie.

### **4. Vers une autonomie des puissances régionales au Moyen-Orient ?**

L'accord de Vienne a fait la démonstration pour l'Arabie Saoudite et Israël qu'une alliance avec une grande puissance comme les Etats-Unis ne représentaient plus une garantie fiable de leurs intérêts stratégiques à long terme.

On assiste ainsi à une tendance de ces puissances à s’émanciper de leurs alliés pour acquérir une autonomie plus importante leur permettant de conserver la maîtrise de leurs intérêts propres.

#### 4.1. Une présence en recul des USA dans la région

Durant la présidence Obama, les Etats-Unis ont fait le choix de porter leurs efforts sur leurs intérêts en Asie. Cette politique du « pivot » a été accompagnée par un mouvement de désengagement du Moyen-Orient, y compris militaire, perçu parfois comme une perte d’influence<sup>36</sup> dans la région.

L’infographie suivante publiée par l’Economist<sup>37</sup> illustre cette réalité.

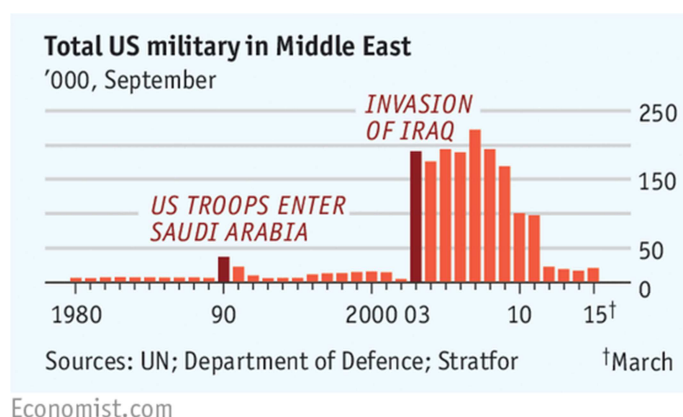


Fig. 6 Présence militaire des Etats-Unis au Moyen Orient

La fin du conflit en Irak a largement contribué à cette politique amenant l’administration américaine à chercher des moyens afin de conserver son influence dans la région mais en évitant surtout de s’y investir militairement.

Le soutien de l’accord de Vienne s’inscrit ainsi dans la continuité de cette doctrine du « leading from behind ». Le spectre d’une intervention militaire contre l’Iran avec l’aide des moyens militaires américains s’est maintenant éloigné.

A moins d’un basculement de stratégie de l’administration américaine, Israël et l’Arabie Saoudite devront dorénavant faire face à leur voisin chiite avec leurs propres moyens.

#### 4.2. La recherche de nouveaux partenaires stratégiques

- Une tendance régionale

<sup>36</sup> Cf. [12]

<sup>37</sup> Disponible à [http://cdn.static-economist.com/sites/default/files/images/2015/06/blogs/graphic-detail/20150606\\_fbm900.png](http://cdn.static-economist.com/sites/default/files/images/2015/06/blogs/graphic-detail/20150606_fbm900.png) consultée le 8 mai 2016

Début 2016, la tournée diplomatique de Hassan Rohani en Europe<sup>38</sup> a bien illustré la tendance actuelle des pays du Moyen-Orient à chercher de nouveaux partenaires, qu'ils soient économiques ou stratégiques. Le Moyen-Orient représente bien évidemment un potentiel économique important, que ce soit pour ses ressources énergétiques ou pour ses perspectives de développement dans les décennies à venir.

On peut identifier deux raisons pour lesquelles l'accord de Vienne a contribué à cette situation :

- L'ouverture de l'économie iranienne a créé de nouvelles opportunités économiques pour les pays à la recherche de nouveaux marchés. En conséquence, cela a généré une concurrence au niveau régional. Cela est très impactant pour les pays ayant une économie fortement dépendante de leur commerce extérieure, comme c'est le cas pour l'ensemble des pays du golfe. Ces pays cherchent ainsi à préserver leurs intérêts économiques en trouvant ou en renforçant des partenariats.
- La bascule stratégique des Etats-Unis a amené ses partenaires à se tourner vers d'autres pays afin de préserver leurs intérêts.

Si le Moyen-Orient regarde vers l'Europe pour trouver des opportunités, il faut souligner qu'il s'intéresse aussi aux nouvelles économies comme la Chine. Les statistiques d'importation de l'Arabie Saoudite et de l'Iran<sup>39</sup> l'illustrent bien.

#### ▪ **Un besoin d'indépendance**

Cette volonté d'indépendance de la part de l'Iran doit toutefois être en mesure de s'accommoder d'un besoin de soutien important. S'il apparaît que Téhéran a opté pour une stratégie de diversification de partenariats<sup>40</sup>, la République Islamique a également besoin d'être épaulé, en particulier dans le domaine de la défense.

Un rapprochement avec la Russie paraît extrêmement probable. En avril 2016, Moscou a annoncé avoir livré à l'Iran des systèmes de défense anti-aérien de type S-300<sup>41</sup>. Cette possible livraison doit évidemment être interprétée comme un acte géopolitique fort puisqu'elle offre à Téhéran une protection efficace contre toute opération aérienne qui serait dirigée vers son sol.

---

<sup>38</sup> Le président de la république islamique d'Iran s'est rendu en Italie et en France en janvier 2016.

<sup>39</sup> Cf annexe A2

<sup>40</sup> On pourra noter à ce sujet une commande de 100 avions passée en juin 2016 par Iran Air à Boeing pour un montant de 25 milliards de dollars. Elle suit une autre commande passée 6 mois plus tôt à Airbus pour un montant similaire.

<sup>41</sup> Cf [7].

### **4.3. Le défi sécuritaire**

La signature de l'accord de Vienne a généralement<sup>42</sup> été saluée comme une étape décisive vers la paix, éloignant un conflit avec l'Iran qui semblait se rapprocher à grand pas. La situation en Irak, en Syrie, au Yémen ou encore en Palestine ne permet pas toutefois d'envisager que cet élan pacifiste gagne l'ensemble du Moyen-Orient.

L'issue du conflit Irako-Syrien sera certainement déterminante dans la redéfinition des nouveaux équilibres au Moyen-Orient. De ce point de vue, la stabilisation de la région reste un enjeu majeur pour l'ensemble des pays, mais pas au prix de leurs intérêts propre. Ainsi, pour l'Iran, son retour est une opportunité significative afin de maintenir son influence sur dans la région, l'engagement du Hezbollah en Syrie en témoigne.

Cependant, si l'on assiste à bégaiement de l'histoire et que le conflit Syrien connaît un dénouement qui rappelle celui de Yalta, il fera peu de doute que la guerre froide entre l'Iran et l'Arabie Saoudite s'inscrira dans la durée.

## **5. Conclusion**

L'accord de Vienne aura eu des conséquences réellement structurantes sur la scène politique régionale du Moyen-Orient. Les effets sur les sphères géopolitiques, économiques ou encore sécuritaires ont particulièrement été visibles ces derniers mois, à l'image du durcissement de l'attitude de l'Arabie-Saoudite vis-à-vis de l'Iran.

Il faut envisager l'accord de Vienne comme un véritable tournant pour l'Iran mais aussi pour ses voisins. Sur le plan économique, la reprise des échanges commerciaux avec la République Islamique, notamment dans le domaine des exportations des produits pétroliers, a eu un impact fort sur ses voisins et plus particulièrement sur l'Arabie Saoudite. D'un point de vue politique, cet accord est apparu comme une véritable détente entre Téhéran et Washington. Cela a mis en difficulté Tel Aviv et Riad pour lesquels leur alliance avec les Etats-Unis est somme toute la base de leur stratégie dans leur opposition face à l'Iran. L'augmentation significative des dépenses militaires de l'Arabie Saoudite en est un signe tangible.

Cependant, il faut aussi voir dans cet accord une modification durable des équilibres fragiles du Moyen-Orient. L'évolution vers une situation de guerre froide s'inscrivant dans la durée paraît maintenant acquise. La relation qui lie aujourd'hui Téhéran et Riad rappelle celle qu'entretenait les Etats-Unis et l'URSS : fortes tensions diplomatiques et affrontement sur des

---

<sup>42</sup> On a pu voir au paragraphe 2.3 la position de l'Arabie Saoudite et de l'Iran était l'exact inverse.

théâtres déportés... Si ce conflit oppose déjà deux blocs menés par l'Iran et l'Arabie Saoudite, le positionnement de pays comme Israël et la Turquie sera à l'avenir un paramètre essentiel de l'équation.

Enfin, il faut garder à l'esprit que l'accord de Vienne aura un impact important à l'extérieur du Moyen-Orient. Si on constate que les Etats-Unis ont déjà commencé leur désengagement en effectuant leur pivot vers l'Asie, le retour de la Russie dans la région, y compris comme partenaire de l'Iran, est également engagé. La République Islamique est à la recherche de nouveaux partenaires, ce qui aiguise les appétits et aura ainsi des répercussions au niveau mondial. Ne serait-ce que du fait des enjeux énergétiques et commerciaux à venir.

Si l'accord de Vienne a éloigné un conflit avec l'Iran qui commençait à devenir inévitable pour les puissances occidentales, il a largement rebattu les cartes au Moyen-Orient mais il n'a pas pacifié la région pour autant. Les ennemis d'hier ne sont pas devenus les amis d'aujourd'hui. Mais on peut affirmer que le niveau de tension est nettement retombé entre les pays occidentaux et l'Iran.

A l'image de l'Arabie Saoudite qui s'épuise militairement et diplomatiquement dans un conflit au Yémen où Ryad cherche à prendre le dessus sur son voisin iranien, les tensions régionales risquent de se pérenniser. Le rééquilibrage des puissances du Moyen-Orient permis par l'accord de Vienne constitue de cette manière un facteur de déstabilisation supplémentaire.

Cette nouvelle donne crée également de nombreuses opportunités pour plusieurs pays parmi lesquels la France qui souhaite figurer en bonne place. Il faudra qu'elle sache s'en donner les moyens tout en fournissant des gages à l'Arabie Saoudite, son allié traditionnel dans la région et client fidèle de son industrie d'armement.

## A1. Bibliographie

- [1] Accord sur le nucléaire iranien entre le groupe E3/EU+3 et l'Iran, signé le 14 juillet 2015 à Vienne, disponible sur le site du Service Européen pour l'Action Extérieure [http://eeas.europa.eu/top\\_stories/2015/150714\\_iran\\_nuclear\\_deal\\_en.htm](http://eeas.europa.eu/top_stories/2015/150714_iran_nuclear_deal_en.htm)[http://eeas.europa.eu/statements-eeas/docs/iran\\_agreement/annex\\_1\\_nuclear\\_related\\_commitments\\_en.pdf](http://eeas.europa.eu/statements-eeas/docs/iran_agreement/annex_1_nuclear_related_commitments_en.pdf), consulté le 1<sup>er</sup> mai 2016.
- [2] Agence Internationale de l'Energie Atomique, « Verification and Monitoring in the Islamic Republic of Iran in light of United Nations Security Council Resolution 2231 (2015) », 16 janvier 2016, disponible sur le site de l'AEIA <https://www.iaea.org/sites/default/files/gov-inf-2016-1.pdf> consulté le 1er mai 2016.
- [3] BAUCHARD Denis, « Etats-Unis-Iran : du Grand Satan au Grand Bargain », *Confluences Méditerranée*, n°88, hiver 2013-2014, 202 p., p 91-112
- [4] BERTHELOT Pierre, « Israël et l'Iran : des ennemis paradoxaux », *Conflits*, n°6, juillet-septembre 2015, 82 p., p 66-67
- [5] BRIDIER Gilles, « Avec l'accord iranien, les excédents de pétrole dans le monde vont exploser », Slate.fr, 18 juillet 2015, disponible à <http://www.slate.fr/story/104447/accord-iranien-excedents-petrole>, consulté le 3 janvier 2016.
- [6] CHAUDET Didier, « Les Etats-Unis et l'Iran face à l'« AfPak » : des alliés naturels ? », *Politique Américaine*, n°26, 2<sup>ème</sup> semestre 2015, 186 p., p 103-127
- [7] CHAUDET Didier, « Des S-300 pour l'Iran : quel impact pour le Moyen Orient et les Etats-Unis? », *Le Huffington Post*, disponible à [http://www.huffingtonpost.fr/didier-chaudet/livraison-de-s300-en-iran\\_b\\_7159546.html](http://www.huffingtonpost.fr/didier-chaudet/livraison-de-s300-en-iran_b_7159546.html), consulté le 23 juin 2016.
- [8] DE PREMONVILLE Antoine-Louis, « Les fondements de la puissance iranienne », *Conflits*, n°6, juillet-septembre 2015, 82 p., p 58-61
- [9] DJALILI Mohammad-Reza, « Politique étrangère de la République islamique : le rôle du président », *Confluences Méditerranée*, n°88, hiver 2013-2014, 202 p., p 19-34
- [10] Fonds Monétaire International, données de la direction des statistiques commerciales, disponibles à <http://data.imf.org/regular.aspx?key=61013712>, consultées le 30 avril 2016.
- [11] FOURMONT Guillaume, entretien réalisé avec Mohammad-Reza DJALILI et Thierry KELLNER sur l'Iran, *Moyen-Orient*, n°28, octobre-décembre 2015, 100 p., p 10-14
- [12] FOURMONT Guillaume, entretien réalisé avec Charles-Philippe DAVID « Obama au Moyen-Orient : une diplomatie de l'instant », *Moyen-Orient*, n°28, octobre-décembre 2015, 100 p., p 18-22
- [13] HANNE Olivier, « Le grand retour de l'Iran », *Conflits*, n°6, juillet-septembre 2015, 82 p., p 48-50
- [14] KHAMENEI Ali, Discours lors de la prière de l'Aïd el Fitr, 18 juillet 2015, disponible à <http://www.leader.ir/en/speech/13450/Sermons-by-Ayatollah-Khamenei-in-the-Eid-al-Fitr-congregational-prayers> consulté le 6 mai 2015.
- [15] Les Echos.fr, « La levée des sanctions économiques contre l'Iran ouvre de nouvelles opportunités pour le transport maritime », Les Echos.fr, 22 septembre 2015, disponible à <https://www.lesechos-etudes.fr/news/2015/09/22/la-levee-des-sanctions-economiques-contre-liran-ouvre-de-nouvelles-opportunités-pour-le-transport-maritime/>, consulté le 3 janvier 2016.
- [16] Le Monde.fr, « L'Arabie Saoudite rompt ses relations diplomatiques avec l'Iran », 3 janvier 2016, Le Monde.fr, disponible à [http://www.lemonde.fr/international/article/2016/01/03/l-arabie-saoudite-rompt-ses-relations-diplomatiques-avec-l-iran\\_4841095\\_3210.html](http://www.lemonde.fr/international/article/2016/01/03/l-arabie-saoudite-rompt-ses-relations-diplomatiques-avec-l-iran_4841095_3210.html), consulté le 3 janvier 2016.

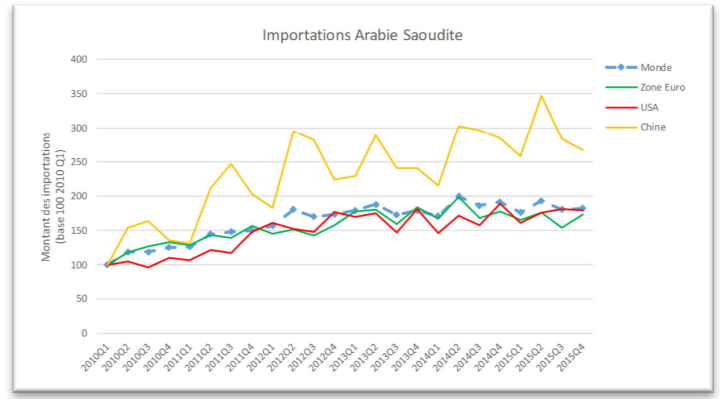
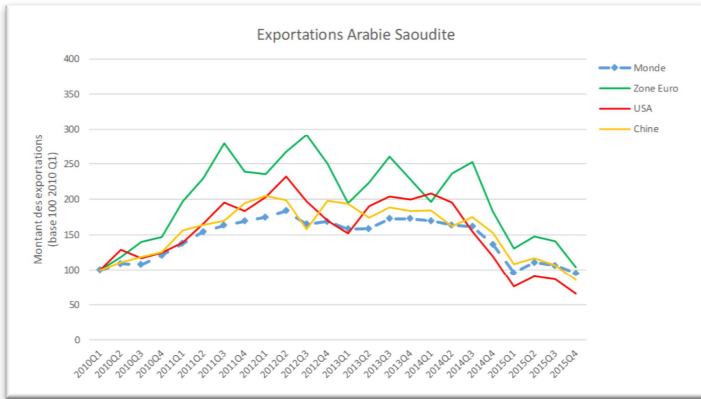
- [17] Le Monde.fr, « L'Iran recommence à exporter son pétrole vers l'Europe », 15 février 2016, Le Monde.fr, disponible à [http://www.lemonde.fr/economie/article/2016/02/15/l-iran-recommence-a-exporter-son-petrole-vers-l-europe\\_4865597\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2016/02/15/l-iran-recommence-a-exporter-son-petrole-vers-l-europe_4865597_3234.html)
- [18] Ministère de la défense, « Rapport au parlement 2015 sur les exportations d'armement de la France », juin 2015, disponible sur le site du ministère de la défense
- [19] <http://www.defense.gouv.fr/salle-de-presse/dossiers-de-presse/rapport-au-parlement-2015-sur-les-exportations-d-armement-de-la-france>, consulté le 1<sup>er</sup> mai 2016
- [20] PICHON Frédéric, « Les horizons de la géopolitique iranienne », *Conflits*, n°6, juillet-septembre 2015, 82 p., p 51-53
- [21] NETANYAHU Benjamin, Discours au Congrès américain, 3 mars 2015, disponible à <https://www.congress.gov/crec/2015/03/03/CREC-2015-03-03-pt1-PgH1528.pdf>, consulté le 24 décembre 2015.
- [22] Organisation Mondiale du Commerce, statistiques sur le commerce des marchandises, disponibles à [https://www.wto.org/french/res\\_f/statis\\_f/merch\\_trade\\_stat\\_f.htm](https://www.wto.org/french/res_f/statis_f/merch_trade_stat_f.htm) consultées le 1er mai 2016.
- [23] RANSTORP Magnus, « Hezbollah's Calculus after the Iran Nuclear Deal », *CTC Sentinel*, Vol. 9 Iss. 1, Janvier 2016, disponible à <https://www.ctc.usma.edu/posts/hezbollahs-calculus-after-the-iran-nuclear-deal>, consulté le 6 mai 2016
- [24] RAVENEL Bernard, « La crise autour du programme nucléaire iranien. L'accord de Vienne : un vent nouveau mais... », *Confluences Méditerranée*, n°94, été 2015, 214 p., p 119-131
- [25] RIGOULET-ROZE David, « Le « fantôme » de l'Irangible dans les négociations sur le nucléaire iranien », *Politique Américaine*, n°26, 2<sup>ème</sup> semestre 2015, 186 p., p 49-67
- [26] SAMAAN Jean-Loup, « La variable israélienne de la politique américaine vis-à-vis de l'Iran », *Politique Américaine*, n°26, 2<sup>ème</sup> semestre 2015, 186 p., p 69-83
- [27] SANGER David E., « Iran complies with nuclear deal; sanctions are lifted », *Journal New York Times*, 16 janvier 2016, disponible à <http://www.nytimes.com/2016/01/17/world/middleeast/iran-sanctions-lifted-nuclear-deal.html> consulté le 1er mai 2016
- [28] SARP Mahmut, « Nucléaire iranien. La Turquie attend sa part du gâteau », *Courrier International*, 15 juillet 2015, disponible à <http://www.courrierinternational.com/article/nucleaire-iranien-la-turquie-attend-sa-part-du-gateau>, consulté le 3 janvier 2016.
- [29] Prince SAUDI AL-FAISAL, Conférence de presse commune des ministres des affaires étrangères français et saoudien, 13 avril 2015, disponible à <http://www.mofa.gov.sa/sites/mofaen/aboutMinistry/Minister/PressConferences/Pages/ArticleID201541391542605.aspx>, consulté le 8 mai 2015.
- [30] Stockholm International Peace Research Institute, Military expenditure database disponible à [http://www.sipri.org/research/armaments/milex/milex\\_database/milex\\_database](http://www.sipri.org/research/armaments/milex/milex_database/milex_database) consultée le 1er mai 2016.
- [31] THERME Clément, « La nouvelle « guerre froide » entre l'Iran et l'Arabie saoudite au Moyen-Orient », *Confluences Méditerranée*, n°88, hiver 2013-2014, 202 p., p 113-125
- [32] THERME Clément, « L'Iran et les Etats-Unis après l'accord sur le nucléaire : paix froide ou réconciliation ? », *Confluences Méditerranée*, n°94, été 2015, 214 p., p 107-117
- [33] US Energy Information Administration, données des analyses statistiques indépendants disponibles à <http://www.eia.gov/forecasts/steo/query/>, consultées le 1<sup>er</sup> mai 2016.
- [34] WESSER Sébastien, « La relation américano-saoudienne à l'épreuve du rapprochement entre Washington et Téhéran », *Politique Américaine*, n°26, 2<sup>ème</sup> semestre 2015, 186 p., p 85-101

- [35] YEGAVIAN Tigrane, « Riyad et Téhéran : deux voisins que tout oppose », *Conflits*, n°6, juillet-septembre 2015, 82 p., p 64-65
- [36] ZARIFIAN Julien, « Le dossier du nucléaire iranien et la question du rapprochement Etats-Unis - Iran », *Politique Américaine*, n°26, 2<sup>ème</sup> semestre 2015, 186 p., p 31-47

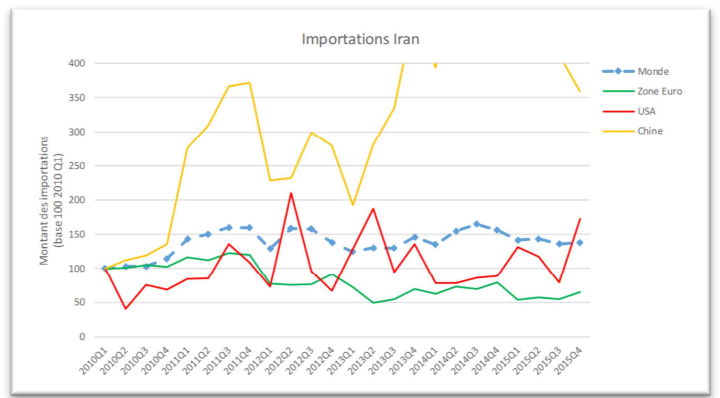
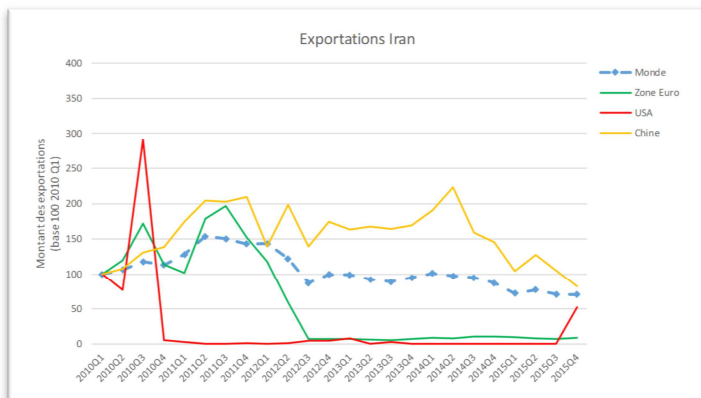
## A2. Echanges commerciaux

Les éléments présentés ici sont issus de données fournies par le FMI [10]. La base 100 pour les données est prise au premier trimestre 2010.

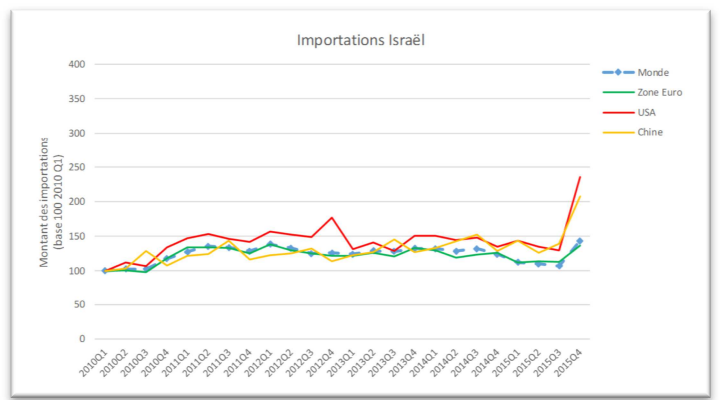
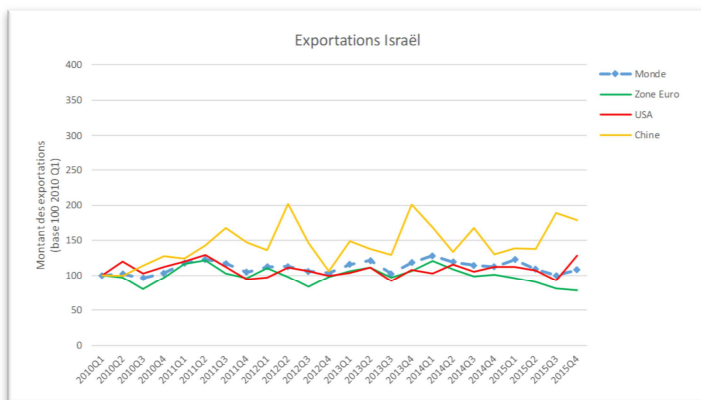
### ▪ Evolution des échanges commerciaux avec l'Arabie Saoudite :



### ▪ Evolution des échanges commerciaux avec l'Iran :



### ▪ Evolution des échanges commerciaux avec Israël :

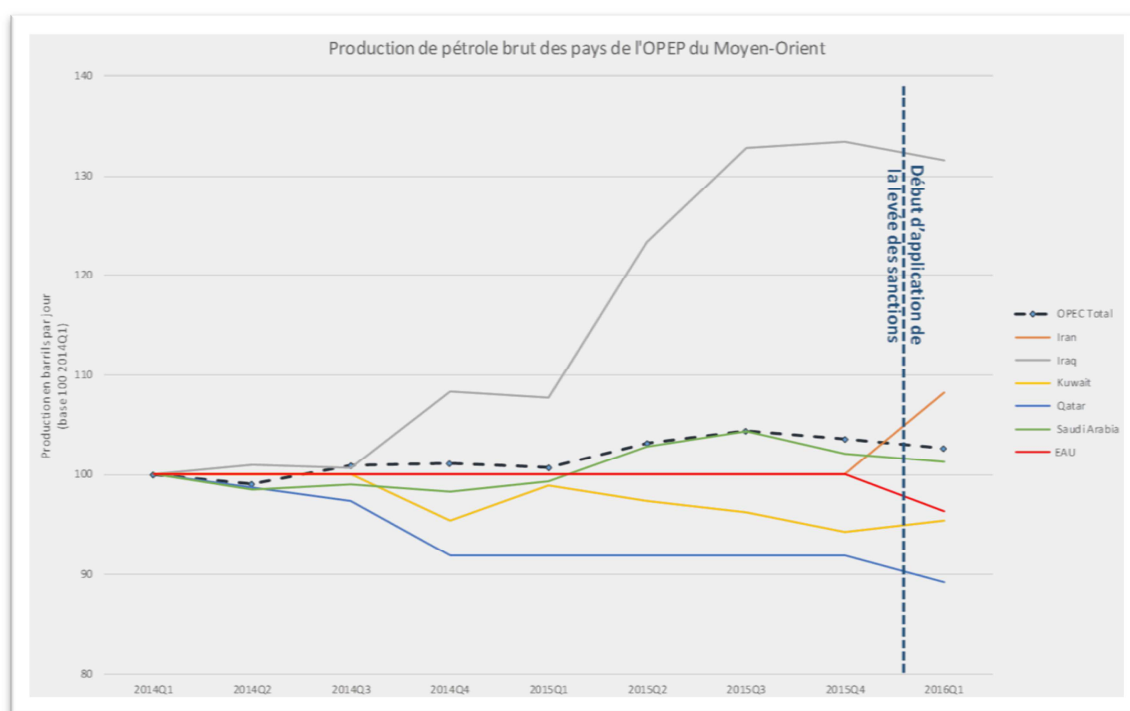


### A3.Approvisionnement énergétique

Les éléments présentés ici sont issus de données fournies par l'EIA<sup>43</sup> [33].

▪ **Evolution de la production en pétrole brut au Moyen-Orient :**

	2014Q1	2014Q 2	2014Q 3	2014Q 4	2015Q 1	2015Q 2	2015Q 3	2015Q 4	2016Q 1
<b>OPEC</b>	100	99	101	101	101	103	104	104	103
<b>Iran</b>	100	100	100	100	100	100	100	100	108
<b>Iraq</b>	100	101	101	108	108	123	133	133	132
<b>Koweït</b>	100	100	100	95	99	97	96	94	95
<b>Qatar</b>	100	99	97	92	92	92	92	92	89
<b>Arabie Saoudite</b>	100	98	99	98	99	103	104	102	101
<b>EAU</b>	100	100	100	100	100	100	100	100	96



<sup>43</sup> EIA : US Energy Information Administration

#### A4. Dépenses en équipements militaires

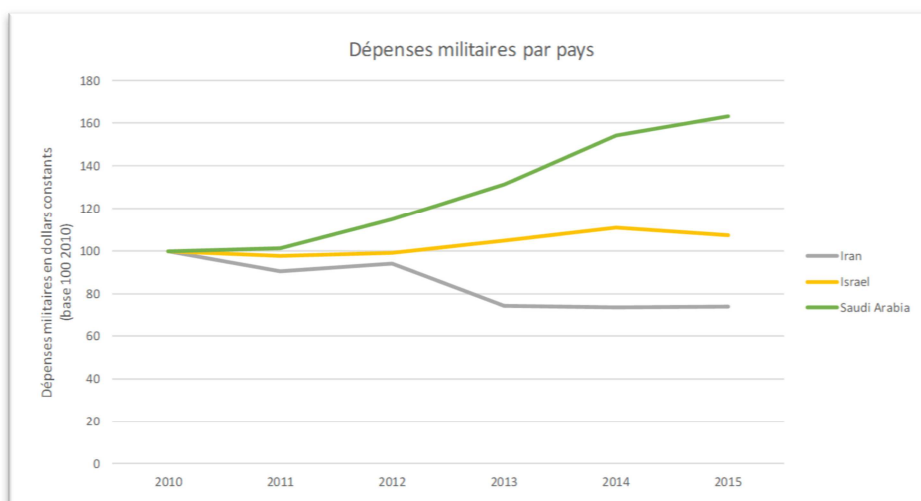
Les éléments présentés ici sont issus de données fournies par :

- le SIPRI<sup>44</sup> ;
- le ministère de la défense [18].

##### ▪ Dépenses militaires par pays

En millions de dollars constants (*base 100 en 2010*) :

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Iran</b>	13446	12150 (90)	12639 (94)	9984 (74)	9901 (74)	9969 (74)
<b>Israël</b>	16332	15950 (98)	16206 (99)	17110 (105)	18106 (111)	17512 (107)
<b>Arabie Saoudite</b>	52350	53062 (101)	60041 (115)	68810 (131)	80762 (154)	85354 (163)



##### ▪ Détails de prises de commandes à l'export par la France :

En millions d'euros courants (*base 100 en 2010*) :

	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Arabie Saoudite</b>	938,3	854,8 (91)	636,1 (68)	1928,0 (205)	3633,0 (387)
<b>Israël</b>	24,4	12,4 (51)	26,9 (110)	15,8 (65)	15,5 (64)
<b>Iran</b>	0	0	0	0	0

<sup>44</sup> SIPRI : Stockholm International Peace Research Institute

